



Fédération nationale Sud Santé-Sociaux

Union
syndicale
Solidaires

Sud Santé-Sociaux
70, rue Philippe de Girard
75018 Paris
Téléphone :
01 40 33 85 00
Télécopie :
01 43 49 28 67
E-mail :
info@sud-sante.org

Communiqué de presse suite à la visite de Nicolas Sarkozy à l'hôpital Paul Brousse

Le « malheur » des hospitaliers !

Au décours de sa visite à l'hôpital Paul Brousse, Nicolas Sarkozy a déclaré de manière méprisante à l'encontre des syndicalistes qui ont dénoncé le coût exorbitant de ce déplacement : « ils doivent être si malheureux qu'ils ne comprennent pas les enjeux »

Oui, Monsieur le Président, les hospitaliers sont malheureux : au quotidien ils subissent les conséquences de votre politique et sont bien conscients de ses enjeux.

Nous aurions souhaité que vous annonciez des moyens supplémentaires afin de pouvoir effectuer des greffes d'organes dans de bonnes conditions, mais aussi recevoir tous les patients dans des conditions décentes ce qui est loin d'être le cas actuellement faute de budgets suffisants. Mais nous n'avons eu de votre part qu'un discours compassionnel de plus sur le dévouement des personnels soignants.

L'hôpital Paul Brousse comme la quasi-totalité des hôpitaux est soumis à un plan d'économie drastique qui va entraîner cette année la suppression de 26 emplois. Mille emplois sont supprimés sur la seule Assistance Publique- Hôpitaux de Paris et environ vingt mille le seront sur toute la France.

Sans parler de l'explosion du nombre d'heures supplémentaires effectuées par les personnels soignants, bien souvent non payées faute de budget et transférées sur des comptes épargne temps non financés.

La loi Hôpital patients santé territoire dont vous êtes l'instigateur va réduire les capacités de l'hôpital public (et privé non lucratif) et rendre encore plus difficile l'accès aux soins des plus défavorisés en accélérant la fermeture des hôpitaux et maternités de proximité.

Les instituts hospitalo-universitaires annoncés vont dans le sens de la privatisation de la recherche et des brevets qui jusqu'alors appartenaient au domaine public.

Le plus grand malheur des hospitaliers Monsieur le Président, c'est de ne plus pouvoir assurer des soins de qualité faute de moyens en effectifs et de temps, et une vie personnelle désorganisée par des changements d'horaires et de plannings intempestifs pour faire face à la pénurie de soignants.

le 18 sept 09
16h30